



CETE APAVE Lyonnaise

Centre Technique et Energétique de l'Association Lyonnaise de Propriétaires d'Appareils à Vapeur et Electriques (Ca.TE. - ALPAVE)
Société anonyme au capital de 18 000 000 francs - APE 743 B - 301 485 977 RCS LYON

177, route de Saint-Bel - B.P. 3 - 69611 TASSIN CEDEX - Tél. 04 72 32 52 52 - Fax 04 72 32 52 00

ATTESTATION DE CONFORMITE

N° 00.6.0279

I. DEMANDEUR

- > Demandeur : Monsieur Carlo PAGLIOLI
- > Raison sociale :

II. MATERIEL CONSIDERE

- > Fabricant :
- > Mise sur le marché : TRACTEL SAS
- > Marque commerciale : CT
- > Référence : IFIT04PO / Pac 11
- > Type d'équipement : Dispositif ancrage - classe A1

III. CONDITION D'UTILISATION

- > Le dispositif d'ancrage est prévu pour être utilisé par une personne à la fois avec des équipements de protection individuelle.
- > Fixation sur des surfaces verticales ou horizontales.
- > Montage sur le support, après perçage et collage.

IV. DESCRIPTION

- > Le dispositif d'amarrage est composé des éléments suivants :
 - ✓ Tige : diamètre 8 mm , longueur totale (y compris la tête) 113.5 mm, largeur 41.3 mm.
 - ✓ Type de colle utilisée pour l'évaluation : Colle en pistolet UPAT UPM 44 CX

Description complète dans le rapport n° 00.6.0279

V. REFERENTIEL

- Le dispositif d'ancrage a été évalué selon la norme NF EN 795 de septembre 1996 : "Dispositif d'ancrage". Cette évaluation comporte les étapes suivantes :
- > Contrôle de conception
 - > Essais de résistance statique
 - > Essais de performance dynamique
 - > Vérification de la notice d'utilisation
 - > Vérification des instructions d'installation

VI. AVIS

- Les résultats complets figurent dans le rapport n°00.6.0279
- Le dispositif d'ancrage de classe A1 "CT", référence : "IFIT04PO", défini dans le rapport n°00.6.0280 est conforme aux exigences pertinentes de la norme NF EN 795 de septembre 1996.



DATE : le 20 septembre 2000

Le Chargé d'affaire

[Signature]
J. DA. LOCHET

Nicolas TORNAMBÉ

Cette attestation comporte une page. Elle est établie en deux exemplaires originaux transmis au demandeur. Aucun duplicata ne sera délivré

Cette attestation ne constitue pas le justificatif prévu par le code de la consommation (article L-116-27) par lequel un organisme distinct du fabricant atteste à des fins commerciales qu'un produit est conforme à des caractéristiques dans un référentiel déposé auprès de l'autorité administrative